

À LA UNE

Guerre en Ukraine

La solidarité s'organise



Une semaine de guerre et les soutiens à l'Ukraine se multiplient en France. À l'échelle locale, les habitant·es manifestent leur solidarité aux peuples en guerre.

© FA d'après AFP

À Bordeaux, comme dans de nombreuses autres villes, les manifestations de soutien au peuple ukrainien se multiplient.

Nos voisin·es fuient leur pays en guerre, nous devons les accueillir. C'est l'idée que soutiennent 79 % des Français·es d'après un sondage Harris Interactive paru en début de semaine. En Nouvelle-Aquitaine, la solidarité s'organise aussi pour préparer l'arrivée des réfugié·es Ukrainien·es. Anne vit à Limoges avec son mari et leurs quatre enfants. Sensible à la situation en Ukraine, le couple s'est rapidement porté volontaire pour accueillir des réfugié·es. Une démarche inédite pour ces cinquantenaires : « On est toujours affecté par les conflits à travers le monde. La particularité de cette situation, c'est la proximité. On peut d'autant plus s'identifier à ces gens : ce sont nos voisins », explique-t-elle.

« Comme on accueille des amis »

Leur fils aîné ayant quitté le foyer, quatre personnes peuvent être logées dans sa grande chambre laissée vacante. Les réfugié·es pourront compter sur l'hospitalité de toute la famille : « On partagera les espaces communs, on vivra ensemble. Ils seront accueillis comme on accueille des amis », précise-t-elle. Si Anne a effectué la démarche en ligne, du côté d'Edith, 66 ans, le cheminement s'est plutôt fait par téléphone. Depuis une semaine, la sexagénaire contacte les associations et mairies néo-aquitaines pour proposer

d'héberger une famille ukrainienne dans sa petite maison bordelaise. Exaltée par son envie d'aider - « une évidence » pour elle - Edith multiplie les coups de fil. « J'ai écrit sur tous les sites possibles, pour l'instant je n'ai malheureusement pas de réponse », dit-elle sans pour autant perdre espoir. Edith dispose d'espace et de ressources pour aider les réfugié·es, mais elle attend toujours le retour des associations et administrations pour passer à l'action. Comme elle, des centaines de personnes appellent chaque jour le consulat d'Ukraine de Bordeaux pour proposer leurs services. « On croule sous les demandes, c'est de la folie. Je dors seulement quatre heures par nuit », confie hâtivement le consul d'Ukraine à Bordeaux Laurent Fortin.

Appel aux dons

En parallèle, des « collectes solidaires » sont organisées par l'association Ukraine Amitié, qui a appelé les particulier·es à donner du matériel médical : pansements, bandages, attelles, genouillères, garrots, couvertures isothermiques, gants, désinfectant, ou encore antidouleurs... Certaines pharmacies environnantes installent sur leur façade des boîtes avec la liste de produits demandés par l'association. Les habitant·es ont la possibilité de laisser les dons directement à la pharmacie qui les transmettra au local. La pharma-

cienne assure le suivi et donne des conseils sur les fournitures à acheter en priorité. Depuis son petit garage à Villeneuve-d'Ornon, l'association Ukraine Amitié organise l'arrivée des dons et les denrées s'entassent. Les vêtements sont refusés pour l'instant : priorité aux soins et aux médicaments. Des bénévoles de l'association sont présent·es sur place de 9 à 18 heures tous les jours. Un volontaire raconte, usé : « Il y a déjà un camion qui est parti hier pour la frontière polonaise, on aimerait envoyer d'autres véhicules dans différentes zones. On ne veut surtout pas que tout aille au même endroit. »

Mobilisations 2.0

Le succès de ces actions repose en partie sur les réseaux sociaux. Arina, 18 ans, est étudiante en première année à la fac de droit de Bordeaux (voir portrait). Ukrainienne, elle vit en France depuis cinq ans et observe le conflit depuis l'Hexagone. Pour soutenir son pays, elle a décidé d'agir localement. Sur Instagram, elle a créé le compte @Aider.Ukraine.Bordeaux pour relayer et centraliser les informations concernant les collectes de dons dans la métropole bordelaise. Son but ? Sensibiliser et mobiliser les citoyen·es pour aider à distance. Un vent de solidarité qui s'imisce jusque dans les mairies : mardi, les 28 maires de Bordeaux Métropole ont officiellement condamné l'interven-

tion militaire de la Russie en Ukraine. Les élu·es se sont dit prêt·es à accueillir sur le territoire des réfugié·es ukrainien·es. Cet accueil se fera « dans les meilleures conditions possibles et devra se réaliser dans un cadre fixé par l'Etat. »

Juliette Gloria @julietteGloria
Noëlle Hamez @HamezNoelle

INFOS PRATIQUES
Pour proposer un hébergement aux réfugiés, il suffit d'adresser un mail avec ses disponibilités à hebergement@ukr.fr ou de compléter le formulaire d'information sur le site hebergement.ukr.fr



© Ana Hadj-Rabah

Rue Jacques-Yves Cousteau, T. récolte et trie les dons.

Huit jours de guerre Le bilan en chiffres

1 000 000 de déplacé·es*
A l'intérieur du pays, les Ukrainien·es fuient massivement les zones de combat.

700 000 réfugié·es*
Plus de la moitié des Ukrainien·es se rendent en Pologne. Ce chiffre est en augmentation "exponentielle".

1 000 milliards \$ d'actifs russes gelés
Les oligarques russes ne peuvent plus utiliser leurs comptes bancaires ni vendre leur société ou leur yacht domiciliés dans les pays alliés de l'Ukraine.

- 40 % pour la bourse de Moscou
L'ensemble des actions a presque diminué de moitié. Tous les gains cumulés depuis le printemps 2020 sont effacés.

- 20 % pour le rouble
La monnaie est à son niveau le plus bas face au dollar. Le pouvoir d'achat et l'épargne ont baissé drastiquement pour les Russes.

© Pierre Bourgeois

*Selon l'ONU

Relier Kyiv à Bordeaux par les réseaux sociaux

Imprimatur a rencontré Arina, Ukrainienne installée en France depuis cinq ans. Résiliente et volontaire, elle raconte son quotidien depuis l'invasion russe en Ukraine.

Jeudi 24 février, Arina se réveille vers 12h30, prend son petit déjeuner. Elle est en vacances chez sa mère, arrivée à Bayonne depuis cinq ans. L'Ukrainienne de 18 ans ouvre son compte Instagram, comme à son habitude. « Je vois des messages de mes amis en Ukraine. Ils me disent qu'à 4 heures du matin, ils se sont fait réveiller par des sirènes et des bombardements. » Sur son téléphone aux couleurs de l'Ukraine, l'écran s'allume et s'éteint sans discontinuer. Elle y devient addict. Les nouvelles affluent, plus terrifiantes les unes que les autres. L'étudiante en droit appelle ses proches, qui vivent pour la plupart à Kyiv ou dans ses environs. Ses ami·es sont toutes et tous en sécurité. Mais encore aucune nouvelle de son père et de son petit frère de trois ans : « Je ne sais pas s'ils sont en vie. Je pense que oui, je ne veux pas devenir paranoïaque », se rassure-t-elle.

Son arme : les réseaux sociaux

Arina se donne pour mission de montrer ce que les chaînes nationales ne diffusent pas : « Il y a des enfants qui

naissent dans le métro. D'autres qui sont réfugiés dans des bunkers et qui n'ont pas de quoi se nourrir. Ces visages, je ne les oublierai jamais », s'indigne-t-elle en enchaînant les cigarettes. Sur Internet, elle mène une guerre de l'information pour illustrer l'indicible. Les jours suivants l'invasion, Arina a créé un compte Instagram @aider.ukraine.bordeaux. « Je publie pour centraliser tous les liens, les pétitions, les demandes de dons. J'essaie de partager certaines vidéos et images pour sensibiliser les Bordelais et les orienter. » Cette guerre, Arina s'est longtemps refusée à y croire. Issue d'une famille russophone, elle s'est construite avec les deux cultures : « Mes parents sont pro-soviétiques. J'ai toujours pensé que l'Ukraine et la Russie avaient une relation de frères et sœurs. » Elle rêve toujours de partir un an en échange à Moscou. En finissant son café crème, cette amatrice d'astrologie débite son discours avec résilience et espoir. Il n'est pas question de pleurer, ça ne lui est arrivé qu'une fois, trois minutes. « Je ne suis pas là-bas, il faut rester forte. » Arina veut fêter son anniversaire à Kyiv cet été : « J'espère que l'Ukraine



© Ana Hadj-Rabah

Depuis son compte Instagram, Arina relate les événements de la guerre. sera bientôt un pays indépendant et souverain au sein de l'Union européenne. » Depuis une semaine, elle est en veille : « Chaque matin, quand je vois que mes proches sont en vie, c'est un soulagement. » La jeune femme reste positive : la solidarité du monde entier l'émeut. « Ça ne sera pas uniquement une victoire de mon pays, mais une victoire de toutes celles et ceux qui nous soutiennent. »

Salomé Chergui @salome_chergui
Ana Hadj-Rabah @ana_hadjrabah

ET AUSSI

LES RUSSES DE BORDEAUX SE CONFIENT

RAPPORT DU GIEC : LES YEUX DE L'EXPERT

PRÉSIDENTIELLE : OÙ VA POUTOU ?

EN BREF

La culture au service de la solidarité

Sous l'initiative de Denis Zhdanov, l'Espace 29 du quartier de Mériadeck se transforme pour soutenir l'Ukraine et sa création. En faisant du lieu associatif un lieu d'exposition mouvante, « l'espace d'action artistique » servira aussi à financer l'aide humanitaire. Cette transformation est en place depuis mardi et ce pour au moins trois mois.

Deux Lot-et-Garonnais.e bloqué.es à Kharkiv

Dans Sud Ouest, mardi, deux Lot-et-Garonnais.e expriment leur désarroi alors que le couple se retrouve coincé sous les bombardements de la deuxième plus grande ville d'Ukraine. Avec leur bébé de trois semaines, ces deux personnes se sentent abandonnées par le gouvernement français mais leurs proches se mobilisent pour un rapatriement d'urgence.

L'Université Bordeaux Montaigne affiche son soutien

Dans un communiqué, l'Université Bordeaux Montaigne a adressé « ses pensées solidaires au peuple ukrainien ». Elle met en place des dispositifs de vigilance, notamment psychologiques, vis-à-vis de ses élèves ukrainien·es et reste en alerte concernant les étudiant·es russes et biélorusses. Le dispositif PAUSE (Programme d'aide à l'accueil en urgence des scientifiques en exil) a aussi été déployé.

Les Russes de Bordeaux entre culpabilité et compassion



© Florian Gourdin
Inna, employée russe de l'épicerie Smak (Talence), spécialisée dans la vente de produits traditionnels d'Europe de l'Est.

Après l'invasion de l'Ukraine, plusieurs expatrié·es russes installé·es à Bordeaux font part de leurs ressentis, entre tristesse et honte.

À Talence, dans l'épicerie Smak, spécialisée dans les produits traditionnels d'Europe de l'Est, le conflit ukrainien guide les discussions. Et pour cause, le propriétaire du magasin, Oleksii, est Ukrainien, et son employée Inna, est Russe. La veille de l'invasion de l'Ukraine, aucun·e des deux ne pensait que Vladimir Poutine mettrait ses menaces à exécution. « On se disait : c'est rien, ça va passer », se rappelle Inna, derrière son comptoir. « Et voilà jeudi, le pays d'Oleksii est attaqué et le mien est agresseur », poursuit-elle gênée. Mais cela n'entache pas leur relation professionnelle. « La situation est terrifiante mais on reste humain avant tout », précise celle qui n'approuve pas le régime russe. Pour Anastasia Ponomareva, écrivaine russe installée à Bordeaux depuis 2013, cette déclaration de guerre

a été un véritable choc émotionnel. « Je vis ça très mal depuis une semaine. Je me sens perdue, angoissée et désespérée. Je suis très malheureuse car j'aime beaucoup l'Ukraine, j'ai beaucoup visité ce pays. Ma grand-mère est ukrainienne et j'ai de la famille là-bas », déclare-t-elle émue. Elle condamne la guerre lancée par Poutine et la trouve lâche. « La violence est honteuse. La guerre n'est pas une réponse ! » lance-t-elle.

« Je suis perdue et angoissée » Daria Tsukanova, originaire de Russie elle-aussi, vit en France depuis une quinzaine d'années. Elle appelle à ne pas faire l'amalgame entre les actions de Vladimir Poutine et les volontés du peuple russe. « Les citoyens n'ont pas à répondre de ces décisions, ni du côté russe, ni du côté ukrainien. » Dès le début de l'attaque, des personnes ont publié des insultes russophobes

« Je n'ose pas me plaindre car la situation des Ukrainiens est pire. »

sur les réseaux sociaux. « Cela m'a vraiment perturbée », confie-t-elle. En Russie, on regrette aussi cette guerre. « Ils sont très malheureux parce que cette décision ne dépend pas d'eux. Ils sont perdus et ne savent pas ce qui les attend », explique Anastasia, dont les parents vivent à Moscou. En raison des restrictions liées à la pandémie, l'expatriée n'a pas encore pu présenter sa fille de deux ans à ses grands-parents moscovites.

« Je n'ose pas me plaindre » Face aux Ukrainien·es, dont le pays est envahi, il est difficile de montrer sa souffrance pour ces expatrié·es russes. Anastasia a voulu exprimer son avis publiquement sur les réseaux sociaux en disant que les deux peuples souffraient. Mais l'une de ses amies ukrainiennes s'est sentie meurtrie, et elle a préféré retirer son post. Anastasia comprend : « C'est normal car tout le monde a les nerfs à vif. On n'est plus nous-même quand on a peur. » Inna aussi préfère garder le silence : « Je n'ose pas me plaindre car la situation des Ukrainiens est pire. » Anastasia ressent « une tristesse terrible et de la honte », elle estime qu'il faut malgré tout réussir à garder un lien. « L'essentiel dans ce contexte si difficile, c'est de toujours se sentir frères », demande-t-elle pour l'avenir.

Florian Gourdin @FlorianGrD2610

Danser jusqu'au bout

Hier soir, à La Teste-de-Buch, le Grand Ballet de Kiev achevait sa tournée française en donnant sa ultime représentation du « Lac des cygnes » de Tchaïkovski, avant de repartir vers l'Ukraine. Le retour, initialement prévu en avion, se fera cette nuit en bus jusqu'en Pologne. Dominique Poulain, adjointe à la Vie culturelle de La Teste-de-Buch, raconte avoir pris contact avec la troupe il y a quelques jours. Leur volonté de terminer la tournée reste inchangée, sauf pour un couple rentré en Ukraine pour rejoindre leur bébé de six mois. Deux tiers de la troupe s'arrêteront en Pologne tandis que les autres continueront jusqu'en Ukraine. Hier, leur dernière au théâtre Cravey affichait complet. « Rien à voir avec

la guerre. C'était déjà le cas depuis un mois », affirme le programmeur du théâtre. Il ajoute que beaucoup de gens appelaient depuis une semaine pour réserver. Mais les 480 places étaient déjà prises. Des « rassemblements bienveillants » étaient attendus hier soir et la Ville a collaboré avec des associations pour mettre en place des collectes. « On a fait dans l'urgence, mais on a tenté de faire au mieux », ajoute l'élu. À l'initiative de la mairie, l'édifice du théâtre arbore deux drapeaux jaune et bleu, comme une dernière démonstration de soutien avant le départ.

Fanny Baye @bayefanny



© Safin Hamid / AFP
Le Grand ballet de Kiev, lors d'une représentation au Kurdistan, le 18 février 2014.

POLITIQUE

Parrainages Le tout pour le Poutou

Il manque encore 150 parrainages à Philippe Poutou pour valider sa candidature. À 48 heures de l'échéance, les militant·es girondin·es du NPA sont en alerte.

« On ne va pas lâcher, il faut se battre jusqu'au bout ! », s'enthousiasme Guilhem, au milieu de sa pause sandwich sur la route des mairies de Gironde. Depuis le début de la semaine, il arpente les communes du département avec les militant·es des Jeunes du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), en quête de parrainages. Mardi, selon le Conseil constitutionnel, Philippe Poutou en comptait 342. « Notre visite ne paie pas souvent, mais l'accueil des maires est globalement positif », assure-t-il. Pourtant, avec seulement cinq signatures accordées à Philippe Poutou, la Gironde est loin de faire partie des plus gros soutiens du conseiller municipal de Bordeaux. « C'est toujours le même argument : la crainte d'être fiché comme soutien », explique Jacques, membre du collectif bordelais du NPA. Blessé à l'épaule, il a dû abandonner les tournées en voiture entamées depuis juillet pour le démarchage téléphonique. Une technique moins efficace, d'après lui, mais utile pour couvrir la zone la plus large possible.

Cibler les petites communes « Il faut tenter sa chance avec tout le monde, mais nous visons surtout les petites communes », précise Guilhem. Lassé·es d'être sollicité·es par mail et téléphone par les grands partis, ces élu·es semblent sensibles au discours de terrain de travailleur du candidat anticapitaliste. Pour le jeune militant, « ils ont souvent eux-mêmes un travail principal à côté de leur mandat, alors s'ils ne nous soutiennent pas forcément, ils sont bienveillants. » En 2017 déjà, tout s'était joué dans les derniers jours. « Nous sommes dans les mêmes temps qu'il y a cinq ans, alors

on y croit », relativise Jacques. En effet, sur les 573 parrainages validés à Philippe Poutou, 213 avaient été reçus dans les quatre derniers jours. De quoi entretenir l'espoir chez les partisan·es. Les équipes du NPA jouent la carte du parrainage utile auprès des édiles. Leur raisonnement : les autres candidat·es pas encore qualifié·es sont trop loin des 500 signatures. Avec ses 342 parrainages, « près de 450 en comptant ceux envoyés les derniers jours » selon Guilhem, Philippe Poutou est le seul à pouvoir y croire.

Entendre toutes les voix

Une logique qui parle même aux membres d'autres partis. Laurent Barban, maire PS de Léognan, lui a envoyé son parrainage la semaine dernière. « Il est important que les voix des petits candidats puissent être entendues. En plus, il est né à Léognan, c'est aussi un clin d'œil », explique-t-il. Une signature pour le pluralisme donc, mais tout de même marquée politiquement. « Philippe Poutou est engagé à gauche, comme moi. Nous partageons beaucoup de valeurs, c'est un travailleur, un syndicaliste... Je n'aurais pas pu parrainer une personnalité d'extrême-droite. Il y a des limites », promet Laurent Barban, en référence aux positions de François Bayrou. Il reste deux journées aux équipes du NPA pour rassembler les précieux sésames et tous les moyens sont mobilisés. « Les derniers formulaires envoyés par courrier sont partis hier », indique Jacques, motivé. Aujourd'hui, ils seront tous récupérés en main propre pour être acheminés à Paris, en voiture, demain. »

Louis Laurent @louislaurent

« L'adaptation, une opportunité plutôt qu'une fatalité »

Bruno Castelle, chercheur CNRS à l'Université de Bordeaux et membre de l'association AcclimaTerra, commente pour *Imprimatur* le volet « adaptation » du dernier rapport du Giec.

Le constat établi par cette nouvelle partie du rapport est-il plus alarmant que le précédent ?

Il y a une volonté saisissante des scientifiques de faire passer un message alarmiste. Scientifiquement, ce second rapport est beaucoup plus robuste. Il apporte de nouveaux points de réflexion, notamment en termes d'adaptation. D'un autre côté, la nécessité d'agir et des solutions sont évoquées à plusieurs reprises. Cela nous laisse de l'espoir et de l'optimisme.

La question de l'adaptation a été longuement détaillée. Qu'est-ce que ce concept signifie ?

L'adaptation est la capacité de nos sociétés à s'acclimater à tous les changements auxquels nous devons faire face. Avec AcclimaTerra, nous étudions la Nouvelle-Aquitaine afin de réfléchir à des solutions durables. La région est bordée par un immense littoral : si je prends l'exemple de la submersion marine, plusieurs solutions s'offrent à nous. Dans les territoires très touristiques comme Lacanau, il faudra rehausser les digues, se replier dans les terres, cesser de construire des stations balnéaires. Dans les régions inhabitées, on pourra faire de cette submersion marine un atout en laissant des zones inondables. Cela permettra la restauration de certains écosystèmes, l'apport de sédiments ou encore de carbone. Tout dépendra de notre capacité à évoluer dans l'environnement qui nous entoure. De nombreuses expérimentations ont déjà lieu dans la région comme au Bassin d'Arcachon. Il nous faut être proactifs à ce niveau afin de servir d'exemple dans le futur.

Trois scénarios d'adaptation sont proposés : une adaptation limitée,



© Gaizka Inoz / AFP
À Capbreton, les touristes peuvent contribuer à documenter l'érosion du littoral.

incomplète et proactive. Où en sommes-nous ?

À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, aucune réelle stratégie d'adaptation n'est en développement à l'heure actuelle. Il y a plusieurs limitations et les premières sont du côté des acteurs publics : l'adaptation doit être le fruit d'actions politiques sur le très long terme. À l'heure actuelle, ce n'est pas en adéquation avec les échelles de temps des mandats électoraux. La question de l'acceptation des sociétés se pose également. Mais la sensibilisation aux questions climatiques est de plus en plus présente et la prise de conscience progressive. Je suis optimiste pour le futur de la région à ce niveau.

À l'heure où l'on nous prédit un réchauffement de 2,7°C en 2100, comment peut-on faire pour lutter efficacement contre une telle hausse des températures ?

La Nouvelle-Aquitaine est une des régions de France qui va se réchauffer le plus vite. Cela va poser d'importants problèmes pour les habitants des villes avec la multiplication des canic

ules et l'augmentation des décès. Nous étudions la question de l'isolement dans les grandes villes comme Bordeaux. L'agriculture doit aussi être repensée et des solutions existent, comme des semences moins demandées en eau. Cette augmentation des températures va aussi entraîner des catastrophes pour les écosystèmes. La Garonne pourrait ainsi diminuer de 20 % à 40 % d'ici 2050 selon nos estimations.

La Nouvelle-Aquitaine est-elle prête à s'adapter ?

Nous devons faire preuve d'un optimisme relatif. L'avantage de la région est son littoral et ses vastes espaces d'accommodation pour se replier. En comparaison à une île au milieu du Pacifique, nous disposons d'une adaptation beaucoup plus large et variée. Mais au-delà de l'optimisme, il faut se donner les moyens pour penser l'adaptation comme une opportunité plutôt qu'une fatalité.

Arnaud Connen de Kerillis @ArnaudCDK